

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE ÉTRANGER

Accord entre le gouvernement du royaume de Belgique et le gouvernement de la République française sur les relations cinématographiques, signé à Paris, le 20 septembre 1962.

Le gouvernement du royaume de Belgique et
Le gouvernement de la République française,

Désireux de développer leurs relations sur le plan de la production et de la distribution de films,

Sont convenus de ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Coproduction.

Article 1^{er}. — Principe.

Les autorités compétentes des deux pays, encourageront la réalisation en coproduction franco-belge de films de qualité, tant de court que de long métrage.

Les films réalisés en coproduction et admis au bénéfice du présent accord sont considérés comme films nationaux par les autorités des deux pays.

Ils bénéficient de plein droit des avantages qui en résultent, en vertu des dispositions en vigueur ou qui pourraient être édictées dans chaque pays.

Article 2. — Coopération.

Les auteurs de films, les collaborateurs de création et techniciens engagés pour la réalisation des films coproduits, doivent être soit ressortissants français ou considérés comme tels, en vertu des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur en France, soit belges ou français bénéficiant, en vertu de la réglementation belge, de l'aide à l'industrie cinématographique.

1. La participation d'interprètes n'ayant pas la nationalité d'un des pays liés par ces accords de coproduction ne pourra être admise qu'exceptionnellement et après entente entre les autorités des deux pays, compte tenu des exigences du film.

2. La participation du coproducteur minoritaire doit comporter au minimum :

1° quatre personnes choisies parmi les collaborateurs de création, les techniciens de l'image et du son.

2° 20 % du personnel d'interprétation, à l'exception de la figuration, sauf dérogation à déterminer cas par cas.

Pour le personnel technique autre et pour le personnel d'exécution, les coproducteurs doivent faire appel, si possible à une majorité de collaborateurs du pays de coproduction où se déroulent les prises de vues.

Article 3. — Prises de vues.

Les prises de vues des films de coproduction devront avoir lieu sur le territoire de l'un ou des deux pays contractants.

Toutefois, des dérogations pourront être admises de commun accord si le lieu de l'action ou d'autres raisons valables l'exigent ou si le film est réalisé en coproduction avec un pays tiers, lié par un accord de coproduction avec la France ou la Belgique.

Article 4. — Copies.

Les coproducteurs de films sont copropriétaires du négatif et ont le droit de détenir et de disposer d'un contre-type ou d'un internégatif.

Article 5. — Participation.

Les apports du coproducteur minoritaire ne doivent pas être inférieurs à 30 p.c. du devis du film, approuvé par les autorités compétentes des deux pays.

Toutefois, pour des films d'une importance et d'un budget exceptionnels, la participation financière minoritaire pourrait être réduite. Cette dérogation pourra être accordée pour deux films par an, l'un majoritaire français, l'autre majoritaire belge.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN
EN BUITENLANDSE HANDEL

Akkoord tussen de regering van het Koninkrijk België en de regering van de Franse Republiek betreffende het filmverkeer ondertekend op 20 september 1962, te Parijs.

De regering van het Koninkrijk België en
De regering van de Franse Republiek;

Wensende het verkeer op het stuk van de filmproductie en de filmverhuur uit te breiden;

Zijn overeengekomen als volgt :

TITEL I. — Coproductie.

Artikel I. — Beginsel.

De bevoegde overheden van beide landen zullen de vervaardiging van goede, lange en korte films, in Frans-Belgische coproductie, aanmoedigen.

Coproductie-films welke binnen de toepassingsfeer van dit akkoord vallen, zullen door de overheden van beide landen als nationale films worden beschouwd.

Zij genieten van rechtswege de voordelen die hieruit voortvloeien krachtens de bepalingen welke in elk land van kracht zijn of er kunnen worden uitgevaardigd.

Artikel 2. — Samenwerking.

De voor de vervaardiging van de coproductie-films aangeworven filmauteurs, medewerkers op het stuk van creatie en technici moeten Franse onderdanen zijn of personen die op grond van de in Frankrijk vigerende wetten of reglementen als zodanig worden beschouwd ofwel Belgen of Fransen die krachtens de Belgische reglementering het voordeel van de hulp aan de filmnijverheid genieten.

1. De medewerking van onderdanen die de nationaliteit niet bezitten van een der landen die door deze coproductie-akkoorden gebonden zijn, kan slechts uitzonderlijk en na overleg tussen de overheden van beide landen worden toegestaan, rekening houdend met de vereisten van de film.

2. De participatie van de minoritaire coproducteur dient ten minste te omvatten :

1° Vier personen gekozen onder de medewerkers aan de creatie, en onder de technici voor beeld- en geluidsopnamen.

2° 20 % van de vertolkers, met uitsluiting van de figuranten, behoudens afwijkingen die voor elk geval afzonderlijk zullen worden bepaald.

Voor het ander technisch personeel en voor het uitvoeringspersoneel dienen de coproducteurs, zoveel mogelijk, een beroep te doen op medewerkers van het coproducerend land waar de beeldopnamen gebeuren.

Artikel 3. — Beeldopnamen.

De beeldopnamen voor de coproductie-films zullen op het grondgebied van een of van beide overeenkomstsluitende landen plaats hebben.

Afwijkingen zullen evenwel in gemeen overleg kunnen worden toegestaan indien de plaats van de actie of andere geldige redenen zulks eisen, of indien de film gerealiseerd wordt in samenwerking met een derde land dat door een coproductie-akkoord met België of Frankrijk is gebonden.

Artikel 4. — Kopies.

De coproducteurs van de films zijn medeëigenaars van het negatief en hebben het recht een duplikaat-positief of een internegatief te bezitten of erover te beschikken.

Artikel 5. — Participatie.

De inbreng van de minoritaire coproducteur mag niet minder bedragen dan 30 t.h. van het filmbestek dat door de bevoegde overheden van beide landen werd goedgekeurd.

Voor de films van uitzonderlijk belang waaraan uitzonderlijke kosten verbonden zijn, kan de financiële participatie van de minoritaire coproducteur verlaagd worden. Deze afwijking kan jaarlijks voor twee films worden toegestaan, de ene waarin Frankrijk, de andere waarin België de grootste participatie bezit.

Article 6. — Films de court métrage.

La production de films de court métrage ne pourra être autorisée par les autorités des deux pays, qu'après examen des films, cas par cas.

Tous les films devront être coproduits dans le cadre d'une coproduction financière équilibrée, et devront comporter la participation d'un collaborateur de création de chacun des deux pays.

Article 7. — Marchés et recettes.

La répartition des recettes s'effectue, en principe, proportionnellement à la participation au devis, de chaque coproducteur.

Les clauses des contrats prévoyant la répartition entre coproducteurs des recettes et des marchés, doivent être approuvées par les autorités compétentes des deux pays.

Article 8. — Dénomination et participation aux festivals.

Tous les films de coproduction doivent être présentés avec la mention « production franco-belge » ou « coproduction belgo-française ». La mention doit faire l'objet d'un carton séparé au générique et figurer obligatoirement dans la publicité payante réalisée à l'occasion de leur présentation aux manifestations artistiques et culturelles, notamment aux festivals internationaux et dans toutes les communications concernant ces films.

Tous les films sont présentés aux festivals internationaux de commun accord entre les coproducteurs.

En cas de désaccord, ces films sont présentés par le pays duquel ils sont majoritaires; les films à participation égale sont présentés par le pays dont le metteur en scène est ressortissant.

Article 9. — Autorisations.

Toutes les demandes d'autorisation accompagnées des projets de coproduction doivent être déposées avant le début des prises de vues des films avec toute documentation que les autorités compétentes des deux pays estiment nécessaire.

Tous les contrats conclus entre les producteurs des deux pays conformément aux dispositions du présent accord, ne sont valables qu'après autorisation desdites autorités.

L'échange des autorisations est faite, du côté français, par le Centre national de la Cinématographie, et du côté belge, par la Direction générale du Commerce auprès du Ministère des Affaires Économiques et de l'Énergie.

Article 10. — Coproduction avec des pays tiers.

Les autorités des deux pays envisageront et examineront favorablement cas par cas la réalisation en coproduction de films de court métrage entre la France et la Belgique et les pays avec lesquels l'une ou l'autre sont liées respectivement par des accords de coproduction.

Dans un tel cas une participation nationale ne peut être inférieure à 20 p.c.

Article 11. — Facilités.

Toutes les facilités seront accordées pour la circulation et le séjour du personnel artistique et technique collaborant à ces films, ainsi que pour l'importation et l'exportation dans chaque pays du matériel nécessaire à la réalisation et à l'exploitation du film de coproduction (pellicule, matériel, technique, costumes, éléments de publicité, matériel de publicité, etc.).

TITRE II. — Echange de films.

Article 12. — Principe.

Sous réserve de la législation et de la réglementation actuellement en vigueur, la vente, l'importation et l'exploitation des films professionnels nationaux de long et de court métrage, ne sont soumises de part et d'autre à aucune restriction.

Chaque partie contractante donne toute facilité dans son pays pour la diffusion des films nationaux de l'autre pays.

TITRE III. — Dispositions générales.

Article 13. — Transfert de devises.

Le transfert des devises résultant de l'application du présent accord est effectué conformément aux dispositions des conventions en vigueur.

Article 14. — Commission mixte.

Pour suivre et faciliter l'application du présent accord et pour en gérer, le cas échéant, les modifications, il est institué une commission mixte, composée d'experts officiels et professionnels, désignés par les autorités compétentes des deux pays.

Artikel 6. — Korte films.

Coproduktie van korte films kan door de overheden van beide landen alleen worden toegestaan nadat ieder filmproject afzonderlijk werd onderzocht.

Deze films zullen worden vervaardigd in het kader van een evenwichtige financiële coproduktie; een creatie-medewerker van elk der beide landen zal aan de produktie deelnemen.

Artikel 7. — Markten en ontvangsten.

De verdeling van de ontvangsten gebeurt, in principe, naar rato van het aandeel van ieder coproducteur in het filmbestek.

De bepalingen van de kontrakten welke in de verdeling van de ontvangsten en de markten tussen de coproducteurs voorzien, moeten door de bevoegde overheden van beide landen worden goedgekeurd.

Artikel 8. — Benaming en deelneming aan festivals.

De coproduktie-films moeten voorgesteld worden met de vermelding « Frans-Belgische coproduktie » of « Belgisch-Franse coproduktie ». Deze vermelding dient afzonderlijk in de titelinleiding voor te komen, evenals in de betaalde publiciteit die wordt gemaakt bij de voorstelling van deze films ter gelegenheid van artistieke en culturele manifestaties, met name de internationale festivals, alsook in alle mededelingen betreffende deze films.

De films worden op internationale festivals voorgesteld in onderling overleg tussen de coproducteurs.

In geval van onenigheid worden deze films door de majoritaire coproducteur voorgesteld; films met gelijke deelneming worden voorgesteld door het land waartoe de regisseur behoort.

Artikel 9. — Machtigingen.

Aanvragen tot machtigingen vergezeld van de coproduktie-ontwerpen moeten vóór de aanvang der filmopnamen worden ingediend, met alle documentatie die de bevoegde overheid der beide landen noodzakelijk acht.

Alle contracten die tussen de producenten der beide landen worden gesloten, overeenkomstig de bepalingen van dit akkoord, zijn slechts geldig nadat door de genoemde overheden machtiging werd verleend.

De wisseling van machtiging wordt gedaan van Franse zijde, door de Centre National de la Cinématographie en van Belgische zijde door de Algemene Directie van de Handel bij het Ministerie van Economische Zaken en Energie.

Artikel 10. — Coproduktie met derde landen.

De overheden der beide landen zullen ieder voorstel tot vervaardiging van goede films in coproduktie tussen België, Frankrijk en de landen waarmee beiden respectievelijk door coproduktie-akkoorden zijn verbonden, in welwillende overweging nemen.

In zulk een geval mag de participatie van een land niet minder dan 20 % bedragen.

Artikel 11. — Faciliteiten.

Alle faciliteiten worden verleend voor het verkeer en het verblijf van het artistiek en technisch personeel dat aan deze films medewerkt, alsmede voor de in- en uitvoer in elk van beide landen van het voor de vervaardiging en de exploitatie van de coproduktie-film benodigde materieel (films, technisch materieel, kostuums, decors en publiciteitsmateriaal).

TITEL II. — Uitwisseling van films.

Artikel 12. — Beginsel.

Onder voorbehoud van de thans vigerende wetten en reglementen, worden de verkoop, de invoer en de exploitatie van nationale belichte korte en lange films, van weerszijden aan geen enkele beperking onderworpen.

Ieder overeenkomstsluitende partij verleent in haar land alle faciliteiten voor de verspreiding van de films van het ander land.

TITEL III. — Algemene bepalingen.

Artikel 13. — Deviezentransfers.

Alle deviezentransfers ingevolge de toepassing van dit akkoord dienen te geschieden overeenkomstig de bepalingen van de vigerende overeenkomsten.

Artikel 14. — Gemengde commissie.

Ten einde de toepassing van dit akkoord na te gaan en te vergemakkelijken en desnoods wijzigingen met het oog op zijn vernieuwing voor te stellen, werd een gemengde commissie, bestaande uit officiële en beroepsdeskundigen en aangewezen door de bevoegde overheden van beide landen in het leven geroepen.

Cette commission est chargée notamment de contrôler, pour l'ensemble des coproductions l'équilibre des apports financiers, artistiques, techniques, et de travail respectif; elle se réunit alternativement en France et en Belgique, au moins une fois par an et en outre, à la demande de l'une des parties contractantes.

Article 15. — Validité.

Le présent accord entre en vigueur le jour de sa signature.

Il est conclu pour une durée de deux années à dater de son entrée en vigueur; il est renouvelable pour des périodes identiques, par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des parties contractantes, trois mois avant son échéance.

Fait à Paris, le 20 septembre 1962.

Pour le gouvernement du royaume de Belgique,
(signé) A. Ernemann.

Pour le gouvernement de la République française,
(signé) A. Jordan.

Conventions internationales.

Ratifications. — Adhésions. — Notifications.

Accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, annexes et protocole annexé, signés à New York (Lake Success), le 22 novembre 1950 (1).

Nouvelle-Zélande : ratification, 29 juin 1962.

Iles Tokelau : extension, 29 juin 1962.

Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, annexes, acte final et résolutions, signés à Londres, le 12 mai 1954 (2).

Ghana : extension, 17 mai 1962.

Libéria : extension, 28 mars 1962.

La République du Libéria a ratifié la convention sous les réserves ci-après :

« 1. Les dispositions de l'article VIII de la Convention ne s'appliqueront pas au Libéria.

» 2. Les dispositions de l'article XVI (2) ne s'appliqueront pas au Libéria. Les amendements apportés à la Convention ne lieront la République du Libéria qu'à partir du moment où son gouvernement les aura acceptés. »

Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et règlement d'exécution, acte final et résolutions, et protocole à cette convention, signés à La Haye, le 14 mai 1954 (3).

Cambodge : ratification, 4 avril 1962.

Suisse : adhésion, 15 mai 1962.

Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signée le 9 septembre 1886, complétée à Paris, le 4 mai 1896, révisée à Berlin, le 13 novembre 1908, complétée à Berne, le 20 mars 1914, révisée à Rome, le 2 juin 1928 et révisée à Bruxelles, le 26 juin 1948 (4).

Congo (Brazzaville) : confirmation extension France, 8 mai 1962.

République du Mali, confirmation extension France, 19 mars 1962.

Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international et protocole additionnel, signés à Varsovie, le 12 octobre 1929 (5).

Congo (Brazzaville) : confirmation ratification France, 5 janvier 1962.

Se référant au protocole additionnel relatif à l'article 2 de la convention, le gouvernement de la République du Congo (Brazzaville) a constaté qu'il n'appliquera pas lesdites dispositions « aux transports internationaux aériens effectués directement par l'Etat »

(1) Voir *Moniteur belge* du 15 janvier 1958.

(2) Voir *Moniteur belge* du 21 juin 1957.

(3) Voir *Moniteur belge* des 16-17 novembre 1960.

(4) Voir *Moniteur belge* du 13 octobre 1951.

(5) Voir *Moniteur belge* du 24 septembre 1936.

Deze commissie zal ondermeer voor de evenwicht in de artistieke bijdragen der beide landen; ze vergaderen ten minste eenmaal per jaar beurtelings in Frankrijk en in België, en bovendien op verzoek van een der overeenkomstsluitende partijen.

Artikel 15. — Geldigheid.

Dit akkoord treedt in werking de dag van zijn inwerkingtreding; het wordt gesloten voor een tijdspanne van twee jaren, die kan worden vernieuwd, behoudens opzegging door een der overeenkomstsluitende partijen drie maanden voor de afloop.

Gedaan, op 20 september 1962 te Parijs.

Voor de regering van het Koninkrijk België
(get.) A. Ernemann.

Voor de regering van de Franse Republiek
(get.) A. Jordan.

Internationale overeenkomsten.
Bekrachtigingen. — Toetredingen. — Bekendmakingen.

Overeenkomst inzake de invoer van voorwerpen van wetenschappelijke, artistieke of culturele aard, bijlagen en protocol, ondertekend op 22 november 1950 te New York (Lake Success) (1).

Nieuw-Zeeland : bekrachtiging, 29 juni 1962.

Tokelau-eilanden : uitbreiding, 29 juni 1962.

Internationaal Verdrag ter voorkoming van verontreiniging van de zee door olie, bijlagen, slotakte en resoluties, ondertekend op 12 mei 1954, te Londen (2).

Ghana : uitbreiding, 17 mei 1962.

Liberia : uitbreiding, 28 maart 1962.

De Republiek Liberia heeft het verdrag bekrachtigd onder de volgende reserves :

« 1. De bepalingen van artikel VIII van het Verdrag worden niet toegepast op Liberia.

» 2. De bepalingen van artikel XVI (2) zijn niet van toepassing op Liberia. De aan het Verdrag aangebrachte wijzigingen binden de Republiek Liberia slechts binden van het ogenblik af dat de regering ze aanvaard heeft. »

Verdrag inzake de bescherming van culturele goederen in geval van een gewapend conflict, reglement van uitvoering, resoluties en resoluties, en protocol bij dit verdrag, ondertekend op 14 mei 1954, te 's-Gravenhage (3).

Cambodja : bekrachtiging, 4 april 1962.

Zwitserland : toetreding, 15 mei 1962.

Overeenkomst van Bern voor de bescherming van letteren, wetenschappelijke en kunstwerken, ondertekend op 9 september 1886, aanvullend ledigd op 4 mei 1896, te Parijs, herzien op 13 november 1908 te Berlijn, vervolledigd op 20 maart 1914, te Bern, herzien op 2 juni 1928, te Rome, en herzien op 26 juni 1948, te Brussel (4).

Kongo (Brazzaville) : bevestiging van de uitbreiding door Frankrijk, 8 mei 1962.

Republiek Mali, bevestiging van de uitbreiding door Frankrijk, 19 maart 1962.

Overeenkomst tot het brengen van eenheid in enige bepalingen inzake het internationaal luchtvervoer en additioneel protocol, ondertekend op 12 oktober 1929, te Warschau (5).

Kongo (Brazzaville) : bevestiging van de bekrachtiging door Frankrijk, 5 januari 1962.

Met verwijzing naar het additioneel protocol betreffende artikel 2 van de overeenkomst, heeft de regering van de Republiek Kongo (Brazzaville) verklaard dat deze bepalingen niet van toepassing zijn op « het internationaal luchtvervoer dat rechtstreeks wordt uitgevoerd door de Staat ».

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1958.

(2) Zie *Belgisch Staatsblad* van 21 juni 1957.

(3) Zie *Belgisch Staatsblad* van 16-17 november 1960.

(4) Zie *Belgisch Staatsblad* van 13 oktober 1951.

(5) Zie *Belgisch Staatsblad* van 24 september 1936.